

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE (« CGV ») POUR LA VENTE DE VÉHICULES (B2B) du groupe PEPPERLE

(TRADUCTION INDÉPENDANTE DU TEXTE ORIGINAL)

1. Définitions et Interprétation

Les termes et expressions utilisés dans les présentes Conditions Générales de Vente avec une majuscule ont les significations suivantes, sauf indication contraire dans le contexte:

- Le « bordereau de transport CMR »** désigne le document de transport qui est remis à l'acheteur lors de la prise en charge des marchandises par le transporteur. L'acheteur est obligé de contre-signer le bordereau CMR lors de la réception des marchandises et de le renvoyer immédiatement au fournisseur conformément à l'article 6.9 des présentes conditions générales.
- « Prix du transport »** désigne l'accord sur le prix du transport, si un transport de véhicule a été convenu entre le fournisseur et l'acheteur. Dans ce cas, l'accord sur le prix du transport fait partie intégrante du contrat d'achat.
- « Bon de livraison »** désigne le document qui est remis à l'acheteur par le fournisseur, accompagné de la facture du prix d'achat des marchandises. L'acheteur est obligé de contresigner le bon de livraison lors de la réception des marchandises et de le renvoyer immédiatement au fournisseur conformément aux articles 6.8 et 4.5 des présentes conditions générales. Le bon de livraison inclut également une déclaration de l'acheteur

concernant la réception des marchandises.

« Coûts supplémentaires »

désigne la signification indiquée à la section 13.5 de ces conditions générales.

« Fournisseur »

désigne une entité du groupe d'entreprises PEPERLE.

« Prix d'achat »

désigne la signification indiquée à la section 4.1 de ces conditions générales.

« Contrat d'achat »

désigne un contrat conclu entre le fournisseur d'une part et l'acheteur d'autre part, dont l'objet est l'achat et la vente des marchandises spécifiées dans ce contrat, et dont les conditions générales sont une partie indissociable. Il est sans importance que le contrat soit conclu par l'acceptation de la commande ou de l'offre, ou par la signature de la version écrite du contrat par les deux parties.

« Offre »

désigne la signification précisée à la clause 3.2 de ces conditions générales.

« Lieu de livraison »

désigne, selon la clause 6.2 de ces conditions générales, le lieu convenu dans le contrat d'achat comme étant celui où le fournisseur doit livrer les marchandises et où l'acheteur doit prendre possession des marchandises, ou s'assurer de la prise en charge des marchandises aux frais de l'acheteur. Le lieu de livraison doit toujours être indiqué dans l'offre ou la commande ainsi que dans la confirmation de l'offre ou de la commande.

« Véhicule neuf »

désigne un véhicule à moteur nouvellement fabriqué, qui n'a pas été utilisé sur les routes publiques, avec un moteur de plus de 48 cm³ ou une puissance supérieure à 7,2 kW, s'il a été livré dans un délai d'un mois à compter du jour de sa première utilisation ou si son kilométrage est inférieur à 60 km. Aux fins de la définition du véhicule neuf, la date de première mise en circulation pour les véhicules routiers est le jour où le véhicule a été approuvé pour circuler dans le pays d'origine, ou le jour où l'obligation d'immatriculation du véhicule dans le pays d'origine a

pris

effet – selon ce qui est survenu en premier. Si l'immatriculation du véhicule dans le pays d'origine n'est pas obligatoire, la date de première mise en circulation est le jour où le véhicule a été récupéré par l'acheteur, ou le jour où le véhicule a été livré à l'acheteur, ou le jour où l'acheteur a pu disposer du véhicule – selon ce qui est survenu en premier.

« Véhicule jeune »

désigne une catégorie spécifique entre les véhicules neufs et d'occasion. Ces véhicules peuvent être neufs et inutilisés, avec ou sans immatriculation, ou des véhicules qui ont été utilisés pendant une période de quelques mois, mais pas plus de 12 mois à compter de la date de leur première immatriculation, ou des véhicules avec un kilométrage limité, ne dépassant pas 6 000 km – selon ce qui se produit en premier. Dans les deux cas, il s'agit d'un véhicule motorisé avec une cylindrée de plus

| | |
|--------------------------------|---|
| plus | de 48 cm ³ ou une puissance de |
| | de 7,2 kW. Un « véhicule jeune » peut être livré avec une garantie complète ou limitée pour la période durant laquelle la garantie a été utilisée en raison de la mise en service du véhicule. Le kilométrage et l'usure correspondante résultant de l'utilisation sont spécifiés. Le fournisseur n'est pas responsable |
| de | cette usure et n'offre ni remplacement ni compensation. |
| « Véhicule d'occasion » | désigne un véhicule motorisé d'occasion avec une cylindrée de plus de 48 cm ³ ou une puissance |
| de | plus de 7,2 kW, qui a été utilisé et circulé sur les routes publiques. Il a été correctement homologué pour la circulation dans le pays du fabricant ou du vendeur et a déjà été utilisé de manière habituelle sur les routes publiques. Un tel véhicule est livré en tant qu'occasion, avec une garantie limitée ou sans garantie du fabricant, en indiquant l'âge du véhicule, le kilométrage et le niveau d'usure correspondant, pour lequel le fournisseur n'est pas responsable et ne fournit aucune réparation ni compensation. |
| « Acheteur » | désigne un commerçant ou une personne morale qui a conclu un contrat d'achat correspondant avec le fournisseur en tant qu'acheteur. |
| « Commande » | désigne le sens spécifié à la section 3.2 de ces conditions générales. |
| « Code civil » | désigne la loi tchèque n° 89/2012 Coll., Code civil, dans sa version en vigueur. |

| | |
|---|--|
| « Paiement du prix d'achat » | désigne le sens spécifié aux sections 4.2 - 4.5 de ces conditions générales. |
| « Groupe d'entreprises PEPERLE » | désigne spécifiquement les entreprises suivantes : |
| | <p>PEPERLE s.r.o., dont le siège social est situé à Bartolomějská 291/11, Staré Město, 110 00 Prague 1, République tchèque, Numéro d'identification fiscale : 475 46 018, enregistrée au registre du commerce du tribunal de la ville de Prague, Section C, Feuille du registre du commerce 19164;</p> |
| | <p>PEPERLE AUTO s.r.o., dont le siège social est situé à Bartolomějská 291/11, Staré Město, 110 00 Prague 1, République tchèque, Numéro d'identification fiscale: 056 15 160, enregistrée au registre du commerce du tribunal de la ville de Prague, Section C, Feuille du registre du commerce 267400;</p> |
| | <p>PEPERLE MOBILE s.r.o., dont le siège social est situé à Bartolomějská 291/11, Staré Město, 110 00 Prague 1, République tchèque, Numéro d'identification fiscale: 094 59 081, enregistrée au registre du commerce du tribunal de la ville de Prague, Section C, Feuille du registre du commerce 336034.</p> |
| « Parties » | désigne le Fournisseur et l'Acheteur. |
| « Force Majeure » | désigne la signification spécifiée à section 12.1 de ces Conditions Générales. |

la

« Marchandise »

désigne une voiture neuve, une voiture presque neuve, une voiture de l'année ou une voiture d'occasion en provenance de la République tchèque ou d'un autre État membre de l'UE.

2. Dispositions

- 2.1.** Les présentes Conditions Générales s'appliquent à toutes les relations entre le Fournisseur et l'Acheteur découlant de l'offre, de la commande ou de la conclusion directe d'un contrat d'achat, et font partie intégrante du contrat d'achat (ci-après dénommées « **Conditions Générales** »).
- 2.2.** Le Fournisseur a le droit de faire appel à un tiers pour les négociations avec l'Acheteur et pour l'exécution ultérieure conformément au contrat d'achat, tout en maintenant l'application des présentes Conditions Générales dans ces cas.
- 2.3.** Les parties excluent expressément l'application des conditions générales de l'Acheteur.
- 2.4.** Les dispositions du contrat d'achat qui diffèrent des présentes conditions générales prévalent sur celles-ci.
- 2.5.** La livraison en vertu de ces conditions générales est entendue comme la livraison par un titulaire d'une licence postale, dans une boîte aux lettres, par fax, par courrier électronique (même sans signature électronique qualifiée), par livraison dans une boîte aux lettres de données ou par transmission d'une notification (sous forme de lettre, fax ou e-mail) concernant l'endroit où ces conditions générales sont publiées. Alternativement, la livraison personnelle est également possible, aux adresses postales ou électroniques convenues par les parties à cet effet. Cette méthode de livraison convenue s'applique également aux documents commerciaux, y compris les justificatifs fiscaux.
- 2.6.** Lorsque ces conditions générales font référence à la forme écrite, cela désigne une lettre, un e-mail, un fax, un formulaire en ligne, une adresse de site web, un lien, une référence ou le nom d'un site web où ces conditions générales sont publiées et qui ne nécessitent pas de signature manuscrite, sauf indication contraire dans ces

conditions générales.

3. Conclusion du contrat d'achat

- 3.1. L'acheteur peut passer une commande, et le fournisseur peut l'accepter, l'acheteur pouvant également accepter une offre du fournisseur.
- 3.2. La demande de conclusion du contrat d'achat correspond à une commande écrite de l'acheteur sous forme de bon de commande, signée par l'acheteur, envoyée par l'acheteur au fournisseur (ci-après dénommée « **Commande** ») ou à une offre écrite du fournisseur, signée par le fournisseur, envoyée à l'acheteur, ainsi qu'une présentation des biens par le fournisseur (ci-après dénommée « **Offre** »). Les conditions spécifiées dans la commande de l'acheteur ou dans l'offre du fournisseur ne s'appliquent pas automatiquement aux futures transactions commerciales.
- 3.3. L'acheteur est lié par sa commande jusqu'à l'expiration du délai spécifié dans la commande pour l'acceptation de la commande, mais pour au moins 14 (*quatorze*) jours ouvrables à compter de la livraison de la commande au fournisseur. Le fournisseur est lié par son offre si elle a été faite par écrit, contient la signature du fournisseur et si l'offre spécifie également un délai d'acceptation par l'acheteur.
- 3.4. En acceptant la commande ainsi que l'offre, l'acheteur reconnaît ces conditions générales comme faisant partie intégrante du contrat d'achat.
- 3.5. Le contrat d'achat est conclu au moment où la déclaration d'acceptation de la commande par le fournisseur est remise à l'acheteur, ou au moment où la déclaration d'acceptation de l'offre par l'acheteur est remise au fournisseur, sous réserve que la déclaration d'acceptation nécessite la signature de l'offre ou de la commande par la partie agissante concernée, conformément à l'article 3.2 de ces conditions générales. Cela ne remet pas en cause la possibilité de conclure le contrat d'achat par la signature d'un contrat d'achat écrit par les parties.
- 3.6. L'acceptation de l'offre ou de la commande avec une déviation, même s'il s'agit d'une déviation qui ne modifie pas de manière substantielle le contenu des conditions originales du contrat, est considérée comme un rejet de l'ordre ou de l'offre initiale et est simultanément considérée comme une nouvelle commande ou une

nouvelle offre dans le sens d'une nouvelle proposition de conclusion du contrat d'achat.

- 3.7.** Dans le cas où le fournisseur ne reçoit pas une acceptation ou un rejet écrit de son offre de l'acheteur dans les 14 (*quatorze*) jours ouvrables suivant la livraison de l'offre, le fournisseur est libre de retirer l'offre.
- 3.8.** De plus, le fournisseur est autorisé à retirer son offre dans le délai d'acceptation défini à la section 3.3 de ces conditions générales si l'acheteur contredit les déclarations/assurances conformément à la section 14.1 de ces conditions générales.

4. Prix d'achat et conditions de paiement

- 4.1.** Sauf accord écrit contraire dans le contrat d'achat, le prix d'achat comprend le prix des biens et le prix réel du transport (ci-après dénommé « **prix d'achat** »). Le prix des biens comprend les biens ainsi que l'équipement figurant dans la liste de l'offre ou de la commande de l'acheteur et tous les accessoires. Le prix d'achat ne comprend pas la TVA, sauf accord contraire entre les parties.
- 4.2.** La devise de base pour la détermination du prix d'achat est toujours la monnaie tchèque (couronne tchèque - « CZK »).
- 4.3.** Le prix d'achat doit être payé sans numéraire par virement bancaire sur le compte bancaire indiqué dans la facture du fournisseur. Si le prix d'achat est indiqué en CZK sur la facture, il doit être payé sur le compte bancaire pertinent en monnaie tchèque (CZK). Si le prix d'achat est indiqué en EUR sur la facture, il doit être payé sur le compte bancaire pertinent en monnaie euro (EUR).
Si le prix d'achat est indiqué dans plusieurs devises sur la facture, l'acheteur peut choisir la devise de paiement, mais le compte de la devise correcte du fournisseur (compte CZK ou compte EUR) doit être sélectionné.
Si l'acheteur effectue un virement dans une devise différente de celle prévue pour le compte de la devise (par exemple, CZK sur un compte EUR ou vice versa), l'acheteur sera responsable des frais, des frais de change ou d'autres coûts encourus par le fournisseur et devra couvrir toute différence entre le montant de la facture et le montant effectivement reçu par le fournisseur, de sorte que le fournisseur reçoive exactement le montant dans la devise respective indiqué sur la facture.

- 4.4.** En ce qui concerne la facturation en euros, le Fournisseur se réserve le droit d'ajuster le montant du prix d'achat en euros en fonction de l'évolution du taux de change CZK/EUR publié par la Banque nationale tchèque au moment de la vente des marchandises, y compris une majoration pour le change pouvant aller jusqu'à 0,20 EUR/EUR.
- 4.5.** Le prix d'achat est toujours exigible à la date d'échéance ferme indiquée sur la facture. Le moment du paiement du prix d'achat est le moment où le prix d'achat est crédité sur le compte bancaire du fournisseur indiqué dans la facture concernée (ci-après dénommé « **paiement du prix d'achat** »).
- 4.6.** L'acheteur n'a droit à aucun abattement ni report du paiement du prix d'achat.
- 4.7.** Le fournisseur envoie à l'acheteur un bon de livraison avec la facture pour confirmer la réception des marchandises (ci-après dénommé « **bon de livraison** »). L'acheteur s'engage à confirmer le bon de livraison et à le renvoyer au fournisseur, sauf s'il est remplacé par un document de transport CMR.
- 4.8.** Le fournisseur ne garantit pas les prix (pour le fabricant) et pour le prix des marchandises indiqué dans le contrat de vente. En cas de modification du prix des marchandises indiqué dans le contrat de vente par le fabricant, même pendant la durée du contrat de vente conclu ou avant la vente des marchandises, la modification du prix sera transférée dans le contrat de vente dans le même montant et le prix d'achat sera ajusté en conséquence.
- 4.9.** L'Acheteur reconnaît que le non-respect de la date d'échéance ferme indiquée sur la facture autorise le Fournisseur, conformément aux dispositions légales en vigueur, à engager des mesures de recouvrement de la créance, notamment comme suit :
première relance (rappel amiable) : 3 jours calendaires après l'échéance ;
deuxième relance (rappel formel) : 7 jours calendaires après l'échéance ;
troisième relance (mise en demeure précontentieuse) : 14 jours calendaires après l'échéance, incluant le droit à des dommages-intérêts, au paiement de pénalités contractuelles et d'intérêts de retard, ainsi qu'au remboursement de l'ensemble des frais engagés pour le recouvrement de la créance, notamment les honoraires d'avocat et les frais de justice.

5. Acomptes

- 5.1.** Le Fournisseur est en droit, lors de la conclusion du contrat de vente, d'exiger des acomptes compris entre 5 % et 10 % au maximum du prix d'achat indiqué dans la commande, l'offre ou l'acceptation correspondante (ci-après désigné « **acompte** »).
- 5.2.** Dans le cas de la conclusion du contrat d'achat en vertu de l'article 3 de ces conditions générales, le fournisseur est autorisé à émettre une facture à l'acheteur pour la portion correspondante de l'acompte, qui est due dans les 5 (*cinq*) jours ouvrables suivant la conclusion du contrat d'achat.
- 5.3.** Le montant de l'acompte sera traité avec l'acheteur de manière à ce qu'il soit déduit du prix total d'achat. Dans les cas où le prix d'achat est payé sur la base de plusieurs factures, le fournisseur est autorisé à prendre en compte l'acompte uniquement dans la dernière facture émise, ou à déduire le montant de l'acompte du prix d'achat restant, qui sera réglé avec la dernière facture relative au contrat d'achat concerné.

6. Mode de livraison et lieu de livraison des marchandises, transfert du risque de dommage aux marchandises

- 6.1.** Les parties ont expressément convenu d'appliquer la condition selon la clause commerciale DAP (« Livré au lieu convenu ») conformément aux Incoterms 2020 pour la livraison et l'acceptation des marchandises ainsi que pour la règle du transfert du risque de dommage aux marchandises.
- 6.2.** En ce qui concerne l'article 6.1 de ces conditions générales, l'obligation du fournisseur de livrer les marchandises est considérée comme remplie lorsque les marchandises sont mises à la disposition de l'acheteur à l'endroit de livraison convenu dans le contrat d'achat (ci-après dénommé « **Lieu de livraison** »). Si le lieu de livraison n'est pas convenu dans le contrat d'achat, le lieu de livraison sera le lieu ou l'adresse que l'acheteur communique au fournisseur à cet effet, au plus tard lors du paiement du prix d'achat. Si l'acheteur ne communique pas de lieu de livraison au fournisseur, celui-ci est autorisé à déterminer lui-même le lieu de livraison, et dans ce cas, le siège de l'acheteur sera le lieu de livraison, à moins que les parties ne conviennent autrement par écrit.

- 6.3.** Sauf accord écrit contraire entre les parties, l'acheteur n'est pas autorisé à prendre possession des marchandises avant le paiement intégral du prix d'achat.
- 6.4.** L'acheteur est tenu de prendre livraison des marchandises au lieu de livraison, où elles sont livrées par le fournisseur par le biais d'un transporteur et prêtes à être déchargées, ou de s'assurer de leur prise en charge. L'acheteur s'engage à prendre immédiatement possession des marchandises auprès du transporteur, de manière à ce que le temps de prise en charge d'un véhicule ne dépasse pas 10 minutes. Si ce délai convenu est dépassé, le fournisseur est en droit de facturer à l'acheteur un montant de 100 EUR (*cent euros*) pour chaque demi-heure commencée de retard total dans la prise en charge des marchandises, et dans ce cas, l'acheteur supportera ces frais de déchargement supplémentaires.
- 6.5.** L'acheteur reconnaît que les délais de livraison mentionnés dans l'offre ou le contrat d'achat par le fournisseur sont uniquement à titre indicatif, non contraignants, et qu'en cas de dépassement de ces délais, l'acheteur n'est pas en droit d'annuler la commande ni de se retirer du contrat d'achat, et qu'aucune demande de dommages-intérêts à l'encontre du fournisseur ne peut en résulter.
- 6.6.** Dans le cas où l'Acheteur respecte le délai de paiement indiqué sur la facture, le délai de livraison des marchandises par le Fournisseur est de 2 à 4 semaines. Ce délai ne s'applique pas si le délai de paiement n'a pas été respecté.
- 6.7.** En cas de retard de l'acheteur dans la prise en charge des marchandises au lieu de livraison, le fournisseur est en droit de stocker les marchandises aux frais de l'acheteur, pour un montant au moins égal aux frais de stockage effectivement convenus, mais d'au moins 10 EUR (en lettres : *dix euros*) par jour de stockage. Le fournisseur se réserve le droit de stocker les marchandises dans un lieu autre que celui convenu ou annoncé conformément à l'article 6.1 des présentes conditions générales, et de facturer à l'acheteur tous les coûts liés à ce stockage. Le droit du fournisseur de demander des dommages-intérêts reste inchangé.
- 6.8.** Les dommages causés aux marchandises après le transfert du risque de dommage aux marchandises à l'acheteur ne dispensent pas l'acheteur de l'obligation de payer le prix d'achat au fournisseur.
- 6.9.** Lors de la prise en charge des marchandises, l'acheteur est obligé de confirmer le bon de livraison par sa signature et, le cas échéant, par

le tampon de la société de l'acheteur, qui lui a été préalablement transmis par le fournisseur conformément à l'article 4.5 des présentes conditions générales. L'acheteur doit immédiatement retourner le bon de livraison confirmé au fournisseur.

- 6.10.** Lors de la prise en charge des marchandises, l'acheteur reçoit une lettre de transport CMR en trois exemplaires (ci-après dénommée « **Lettre de transport CMR** »). L'acheteur est obligé de confirmer tous les exemplaires de la lettre de transport CMR par sa signature et, le cas échéant, par le tampon de la société de l'acheteur, de remettre un exemplaire ainsi confirmé au transporteur et de retourner immédiatement un autre exemplaire confirmé au fournisseur.
- 6.11.** L'acheteur reconnaît que le document CMR ainsi que le bon de livraison sont des documents nécessaires et contraignants pour le respect des obligations publiques du fournisseur ou de l'acheteur. En cas de violation des obligations définies aux articles 6.8 et 6.9 des présentes conditions générales, l'acheteur s'engage à indemniser le fournisseur comme suit :
- 6.11.1.** Tous les coûts que le fournisseur a été obligé de payer pour des amendes imposées par l'autorité financière ou douanière, ou éventuellement par une autre autorité administrative publique de la République tchèque ; et
- 6.11.2.** Tous les coûts engagés par le fournisseur dans le cadre de l'exécution des obligations publiques par les autorités administratives publiques de la République tchèque en raison de l'absence du document CMR et/ou du bon de livraison, liés au contrat d'achat conclu avec l'acheteur, si l'acheteur n'a pas envoyé les documents mentionnés ci-dessus au fournisseur en temps utile.
- 6.12.** Sauf accord écrit entre les parties concernant les documents relatifs au véhicule, en particulier le certificat d'immatriculation, le certificat d'enregistrement ou le certificat de conformité (C.o.C.), le fournisseur est tenu d'envoyer les documents à l'acheteur par service de messagerie dans un délai de 5 (*cinq*) jours après la livraison des biens à l'acheteur et après la remise du bon de livraison confirmé ou du document CMR au fournisseur, avec la confirmation que les biens ont été livrés et acceptés. Si le fournisseur ne possède pas ces documents pour le véhicule, il est tenu d'envoyer les documents à l'acheteur au plus tard 5 (*cinq*) jours après les avoir reçus de la part de tiers (par exemple, fournisseurs, importateurs, distributeurs, autorités compétentes d'homologation, etc.).

7. Réserve de propriété

- 7.1.** Le droit de propriété des biens est transféré à l'acheteur uniquement après le paiement intégral du prix d'achat. Cette disposition établit la réserve de propriété des biens en cas d'accord des parties sur la livraison des biens malgré le prix d'achat non entièrement réglé.
- 7.2.** L'acheteur n'est pas autorisé à mettre en gage les biens qui n'ont pas été payés et qui ont été livrés sous réserve de propriété du fournisseur, ni à les grever de quelque manière que ce soit, par exemple sous forme de garantie. L'acheteur est responsable de tous les dommages causés au fournisseur en raison de la violation de ses obligations en vertu de cette disposition.
- 7.3.** Dès que l'acheteur a connaissance du fait que les biens soumis à la réserve de propriété en faveur du fournisseur sont ou vont être soumis aux droits de tiers, notamment dans le cadre d'une procédure d'exécution forcée, de saisie, de procédure de huissier ou d'insolvabilité, l'acheteur est tenu d'en informer immédiatement le fournisseur. L'acheteur est responsable de tous les dommages causés au fournisseur en raison de la violation de ses obligations en vertu de cette disposition.
- 7.4.** L'acheteur s'engage à assurer les biens livrés sous réserve de propriété contre les dommages causés par un incendie, une explosion, l'eau, le vol ou d'autres risques et à maintenir cette assurance. L'acheteur doit fournir au fournisseur des informations sur cette assurance sur demande. Si une indemnité d'assurance est versée sur la base de cette assurance, le fournisseur a le droit de satisfaire ses créances résultant du contrat d'achat à partir du paiement de l'indemnité d'assurance.

8. Marchandises et réglementations légales

- 8.1.** Les biens et leurs paramètres techniques sont conformes à la définition établie par le fabricant. La consommation de carburant et les émissions correspondent aux valeurs certifiées par l'Union européenne et sont conformes aux réglementations de l'UE applicables à tous les fabricants de véhicules commercialisés en Europe. Le fabricant est responsable de l'exactitude de ces informations sur la base des déclarations faites au fournisseur.

9. Contrôle des marchandises, responsabilité des défauts

- 9.1.** L'acheteur ou un représentant de l'acheteur (un transporteur ou un commissionnaire de transport) est responsable de vérifier la qualité et la quantité des marchandises livrées au moment de la réception, de signaler tout équipement ou accessoire manquant ou tout défaut pouvant être détecté lors de la réception (défauts évidents) et d'enregistrer ceux-ci dans le CMR (lettre de transport CMR) conformément à l'article 6.9 des présentes conditions générales. Dans le cas de défauts évidents qui ne sont pas enregistrés dans le CMR ou qui sont enregistrés de manière floue, illisible ou incomplète, les parties conviennent expressément que l'acheteur perd ses droits découlant d'une prestation défectueuse.
- 9.2.** Les défauts cachés doivent être signalés immédiatement après leur découverte, et au plus tard dans un délai de 14 (*quatorze*) jours à compter de la réception des marchandises, sinon le fournisseur est en droit de rejeter la réclamation, et dans ce cas, les droits de garantie du vendeur pour les défauts ne naîtront pas.
- 9.3.** En cas de reconnaissance écrite de la réclamation pour défaut par l'acheteur, qui constitue une violation substantielle du contrat, les parties limitent les droits de l'acheteur en matière de garantie à **a)** une réduction appropriée du prix d'achat et / ou **b)** la réparation du défaut par des tiers (sous réserve de l'accord écrit préalable du fournisseur) ou la livraison de nouveaux biens sans défaut, sauf si ces conditions générales prévoient autrement. Le fournisseur a le droit de décider de la manière dont la réparation du défaut sera effectuée. Le droit de se retirer du contrat ne revient à l'acheteur que si le dommage est irréparable et empêche l'utilisation des biens pour le but auquel ils sont normalement destinés.
- 9.4.** Le délai de traitement des réclamations est fixé à 3 (*trois*) mois.
- 9.5.** Dans le cas de défauts évidents et mineurs, tels que des dommages de peinture (par exemple, des rayures dans la peinture), qui peuvent être corrigés par polissage avec des frais allant jusqu'à 200 EUR (*deux cents euros*), les parties excluent la responsabilité du fournisseur, connaissant la possibilité de survenance de ces défauts lors de la livraison des marchandises.
- 9.6.** Les défauts évidents qui ne sont pas couverts par l'article 9.5 des présentes conditions générales doivent être dûment documentés

dans le document CMR aux fins de réclamation et de l'exercice des droits liés à une prestation défectueuse. Pour la réclamation d'une éventuelle réduction du prix d'achat, l'acheteur est tenu de soumettre au fournisseur une évaluation experte du défaut, réalisée par un expert indépendant dans le domaine concerné, indiquant la valeur par laquelle le défaut réduit le prix du véhicule. Le montant de la réduction du prix d'achat ne doit pas être déterminé d'une autre manière, sauf si les parties en conviennent autrement au cas par cas.

- 9.7.** L'exercice du droit à une réduction raisonnable du prix d'achat ne remet pas en cause l'obligation de l'acheteur de payer le prix d'achat intégral des biens, c'est-à-dire qu'il reste tenu de payer une partie du prix d'achat, qui peut correspondre à son droit à la réduction de prix.
- 9.8.** L'acheteur est tenu d'assurer un stockage adéquat et sûr des biens pour lesquels il fait valoir des défauts et ne doit pas disposer des biens de manière à rendre impossible l'inspection des défauts revendiqués par le fournisseur ou un tiers désigné par ce dernier. L'acheteur doit permettre au fournisseur ou aux tiers désignés par celui-ci d'inspecter les biens pour lesquels des défauts ont été signalés.

10. Garantie

- 10.1.** L'acheteur est autorisé à faire valoir les droits liés à la garantie des biens conformément aux conditions du fabricant et aux lieux prévus par ce dernier à cet effet. Les droits de garantie ne peuvent pas être exercés à l'encontre du fournisseur.

11. Portée de l'indemnisation en cas de responsabilité du fournisseur

- 11.1.** La responsabilité du fournisseur envers l'acheteur est limitée dans tous les cas aux dommages directs, avec un montant total maximal de 270 000 CZK (*deux cent soixante-dix mille couronnes tchèques*).
- 11.2.** Les dommages immédiats comprennent les coûts raisonnables pour :
- 11.2.1.** La détermination de la cause et de l'étendue du dommage ;
 - 11.2.2.** S'assurer que la prestation défectueuse du fournisseur répond aux exigences du contrat d'achat, sauf dans les cas où le fournisseur ne peut pas être tenu responsable du défaut en

vertu du contrat d'achat ;

11.2.3. La prévention ou la limitation du dommage.

11.3. Le fournisseur n'est pas responsable des dommages indirects, notamment de la perte de bénéfices, de la perte d'économies, des dommages causés à des tiers, ou des dommages résultant de la stagnation de l'entreprise de l'acheteur ou de tiers.

12. Force Majeure

12.1. Les parties contractantes peuvent être exonérées de responsabilité pour la violation de toute obligation découlant du contrat d'achat, à l'exception de l'obligation de payer le prix d'achat, si elles prouvent que le non-respect ou le retard est dû à un obstacle extraordinaire, imprévisible et insurmontable, indépendant de la volonté de la partie obligée, qui l'a empêchée de remplir son obligation (ci-après dénommé « **force majeure** »). Un obstacle découlant des circonstances personnelles de la partie obligée ou un obstacle survenu uniquement pendant la période où la partie était en défaut de remplir l'obligation convenue, ou un obstacle que la partie obligée était tenue de surmonter, ne l'exonère pas de remplir l'obligation.

12.2. Le fournisseur peut invoquer la force majeure conformément à l'article 12.1 des présentes conditions générales, notamment, mais pas exclusivement, dans les cas suivants :

12.2.1. Déclaration de l'état d'urgence ou de menace dans le pays du fabricant ou du sous-traitant du fournisseur, où des mesures exceptionnelles restreignent l'industrie, le commerce de gros, le commerce de détail, la prestation de services ou la liberté de circulation et de séjour ;

12.2.2. Survenance d'une épidémie ou d'une pandémie régionale, nationale ou mondiale ;

12.2.3. En cas d'accidents, d'autres incidents industriels ou de catastrophes naturelles ;

12.2.4. En cas d'événements économiques tels que des crises financières, des dévaluations dues à l'hyperinflation, l'inflation, la déflation, la stagflation, la dépréciation ou des fluctuations

importantes des taux de change ;

- 12.2.5.** En cas d'événements sociaux tels que des grèves, des révolutions, des troubles civils ou des guerres ;
- 12.2.6.** En cas de restrictions ou de changements dans la production et/ou les livraisons par un fabricant ou un sous-traitant, de la résiliation soudaine de la production par un sous-traitant, du retrait (expiration) d'une licence ou d'autres certifications/approbations d'un sous-traitant, que le fournisseur ne peut pas influencer et pour lesquels il ne peut pas respecter ses obligations envers l'acheteur en temps voulu ou du tout.

12.3. L'acheteur est autorisé à invoquer la force majeure telle que définie à l'article 12.1 des présentes conditions générales uniquement en cas de guerre, d'accidents, d'autres événements liés à l'industrie et des effets des événements naturels.

12.4. La partie qui a violé, viole actuellement ou prévoit de violer ses obligations en vertu du contrat d'achat en raison d'un événement de force majeure est tenue d'informer l'autre partie de cette violation ou de cet événement sans délai et de faire tous les efforts possibles pour éviter ou éliminer la violation / l'événement ou ses conséquences.

12.5. Si les effets de la force majeure durent plus de 90 jours, chaque partie peut se retirer du contrat d'achat.

13. Sanctions en cas de non-respect des conditions générales

13.1. En cas de retard de paiement du prix d'achat par l'acheteur, le fournisseur a le droit d'imposer une pénalité contractuelle de 0,2 % du prix d'achat impayé pour chaque jour de retard, ainsi qu'un intérêt de retard légal de huit points de pourcentage au-dessus du taux directeur fixé par la Banque nationale tchèque pour le premier jour du semestre calendaire dans lequel le retard est survenu, conformément au Règlement gouvernemental n° 351/2013 Coll., dans sa version modifiée, pour chaque jour de retard.

13.2. En cas de violation des obligations énoncées dans les clauses 6.8 et 6.9 des présentes conditions générales, le fournisseur a le droit de percevoir une pénalité contractuelle de 2 000 EUR (*deux mille euros*) si l'acheteur ne soumet pas le bon de livraison et/ou le bon de

transport CMR dans le délai supplémentaire après avoir été demandé par le fournisseur. Le droit du fournisseur de réclamer des dommages et intérêts en vertu de la clause 6.10 des présentes conditions générales reste inchangé.

- 13.3.** Le fournisseur a le droit de réclamer une indemnisation pour le dommage causé par le non-respect d'une obligation monétaire, même si le dommage est couvert par les intérêts de retard. La disposition de la pénalité contractuelle conformément à l'article 13.1 des présentes conditions générales n'affecte pas le droit de réclamer une indemnisation pour le dommage causé par le non-paiement du prix d'achat. Les parties excluent expressément l'application de l'article 2050 du Code civil.
- 13.4.** Les parties conviennent expressément, conformément à l'article 1806 du Code civil, que des intérêts de retard seront appliqués.
- 13.5.** En plus des intérêts de retard et de la pénalité contractuelle, l'acheteur est tenu de rembourser tous les frais supplémentaires encourus par le fournisseur en raison du retard de l'acheteur. Ces frais supplémentaires comprennent, en particulier, les frais résultant ultérieurement du stockage ou de l'assurance des biens ainsi que les frais associés à la mise en œuvre potentielle d'une créance (ci-après dénommés « **Frais supplémentaires** »).
- 13.6.** Si l'acheteur tarde à payer un montant dû en vertu du contrat d'achat, d'une commande ou de tout autre contrat conclu avec le fournisseur, ce dernier est en droit de suspendre immédiatement les livraisons futures de la marchandise conformément au contrat d'achat et, le cas échéant, de se retirer du contrat d'achat. Le manquement du fournisseur à effectuer les livraisons conformément à la phrase précédente ne sera pas considéré comme une violation du contrat et le fournisseur ne sera en aucun cas responsable des dommages résultant de cette situation.
- 13.7.** Si l'acheteur ne paie pas la totalité du prix d'achat dû, y compris tous les intérêts de retard, la pénalité contractuelle et les coûts supplémentaires dans un délai supplémentaire (tel que défini ci-dessous), le fournisseur est en droit, après avoir envoyé un rappel écrit préalable à l'acheteur, de vendre la marchandise impayée à un tiers, l'acheteur devant payer la différence entre le prix d'achat, y compris tous les intérêts de retard, la pénalité contractuelle et les coûts supplémentaires que l'acheteur aurait payés et le prix reçu du tiers à titre de compensation pour le profit perdu. Le délai supplémentaire pour l'accomplissement des obligations de

l'acheteur est de 14 (*quatorze*) jours à compter de l'envoi du rappel écrit à l'acheteur.

- 13.8.** Le fournisseur est en droit d'appliquer les paiements effectués par l'acheteur d'abord aux coûts supplémentaires, puis aux intérêts de retard dus, ensuite à la pénalité contractuelle et enfin au montant principal. Les paiements sont appliqués à la facture la plus ancienne.

14. Déclarations / Garanties de l'Acheteur

- 14.1.** L'acheteur déclare qu'au jour de la conclusion du contrat d'achat :

14.1.1. Aucune procédure d'insolvabilité et/ou d'exécution forcée n'a été ouverte à son encontre et il n'a pas connaissance de la soumission d'une demande d'insolvabilité et/ou d'exécution forcée contre lui. En outre, il déclare qu'aucune décision exécutoire n'a été rendue par une autorité administrative publique à son encontre et qu'aucun autre document public ou privé n'existe qui pourrait servir de base à une demande d'ouverture de procédure d'exécution ou d'exécution forcée.

14.1.2. Il n'a pas de dettes fiscales ou de contributions impayées, ni de dettes susceptibles de créer une obligation ou une restriction concernant le contrat d'achat, en particulier un privilège légal, contractuel ou judiciaire, qui pourrait rendre impossible l'exécution de ses obligations découlant du contrat d'achat, telles que le transfert de la propriété des biens (transfert de propriété) et leur acceptation ainsi que le paiement du prix d'achat.

14.1.3. Il est autorisé à conclure le contrat d'achat et est également autorisé et capable de remplir correctement les obligations prévues dans le contrat d'achat, notamment les obligations financières.

14.2. L'acheteur fait ces déclarations à la date de la conclusion du contrat d'achat et s'engage à s'assurer que ces déclarations sont véridiques, complètes et non trompeuses, et cette obligation demeure également à la date de l'acquisition du droit de propriété sur les marchandises.

14.3. Si une déclaration de l'acheteur conformément à l'article 14.1 des présentes conditions générales s'avère fausse ou incomplète, le fournisseur est en droit d'exiger que l'acheteur remédie à cette défaillance dans un délai raisonnable, et au plus tard dans les 14

(quatorze) jours. Parallèlement, le fournisseur a droit à une pénalité contractuelle d'un montant de 2 000 EUR (*deux mille euros*).

15. Résiliation du contrat

15.1. Le fournisseur a le droit de se retirer du contrat d'achat si :

- 15.1.1.** Une déclaration de l'acheteur conformément à l'article 14.1 des présentes conditions générales s'avère fausse ou incomplète, et l'acheteur n'a pas remédié à cette défaillance dans un délai raisonnable, et au plus tard dans les 14 (*quatorze*) jours suivant la notification du fournisseur ;
- 15.1.2.** L'acheteur a été invité, lors de la conclusion du contrat, à fournir une garantie pour l'exécution des obligations découlant du contrat, et cette garantie n'a pas été réellement fournie ou est insuffisante ;
- 15.1.3.** En raison du retard de l'acheteur tel que défini dans les sections 13.6 et 12.5 des présentes conditions générales, il est déraisonnable pour le fournisseur d'exécuter le contrat d'achat selon les termes initialement établis ou selon un accord modifié par l'événement de force majeure ;
- 15.1.4.** Une demande de dissolution de la société de l'acheteur ou une demande de liquidation ou d'insolvabilité a été déposée contre l'acheteur ;
- 15.1.5.** Les biens de l'acheteur sont soumis à une saisie ou il y a eu un changement significatif du contrôle sur les biens de l'acheteur.

15.2. L'acheteur a le droit de se retirer du contrat d'achat si :

- 15.2.1.** Une demande de dissolution de la société du fournisseur ou une demande de liquidation a été déposée, ou une procédure d'insolvabilité a été déclarée sur les biens du fournisseur ;
- 15.2.2.** Les biens du fournisseur sont soumis à une saisie ou il y a eu un changement significatif du contrôle sur les biens du fournisseur ;
- 15.2.3.** En raison du retard du fournisseur, tel que défini dans l'article 13.6 des présentes conditions générales, il est déraisonnable

pour l'acheteur d'exécuter le contrat d'achat selon les termes initialement établis ou selon un accord modifié par l'événement de force majeure.

- 15.3.** La résiliation du contrat d'achat prend effet dès la réception d'une déclaration écrite de résiliation de la partie qui se retire du contrat à l'autre partie. Le motif de la résiliation doit être spécifiquement mentionné dans la déclaration.
- 15.4.** En cas de résiliation valide du contrat d'achat, tous les droits et obligations des parties découlant du contrat d'achat sont éteints, et les parties sont tenues de restituer tout ce qu'elles ont obtenu de l'autre partie sur la base ou en relation avec le contrat d'achat. La résiliation du contrat d'achat ne touche pas les demandes de dommages-intérêts, les demandes d'intérêts de retard ou les pénalités contractuelles, ainsi que les dispositions du contrat d'achat concernant le choix de la loi, la résolution des litiges entre les parties et la réglementation des droits et obligations des parties en cas de résiliation du contrat.
- 15.5.** Dans d'autres cas, le contrat peut être résilié d'un commun accord entre les parties.

16. Confidentialité

- 16.1.** Les parties s'engagent à maintenir la confidentialité de toutes les informations confidentielles concernant l'autre partie qui leur sont devenues connues dans le cadre des négociations commerciales ou des négociations relatives à la conclusion du contrat d'achat, indépendamment du fait que ce contrat ait été conclu ou non. Les informations confidentielles comprennent toutes les informations qui, du point de vue de la concurrence, sont importantes, déterminables, évaluables et non couramment accessibles dans les cercles commerciaux concernés, qui sont marquées comme confidentielles par la partie concernée ou lorsque la confidentialité des informations découle de leur nature.
- 16.2.** Les informations concernant les transactions entre l'acheteur et le fournisseur sont également considérées comme confidentielles.
- 16.3.** L'acheteur s'engage à ne pas présenter publiquement ou à ne pas divulguer les codes du fabricant des véhicules, les numéros d'identification des véhicules (VIN / FIN), les numéros des cartes grises, les plaques d'immatriculation des marchandises, ou tout

autre document concernant les marchandises, en particulier les cartes grises, les certificats d'immatriculation et les certificats de conformité (COC), notamment dans les médias, sur Internet ou dans toute autre publicité.

- 16.4.** Le fournisseur doit archiver le contrat d'achat sous forme électronique ou écrite pendant une période de 5 (*cinq*) ans, afin d'assurer son exécution réussie, et le contrat d'achat ne doit pas être accessible à des tiers non impliqués.
- 16.5.** La partie qui viole son obligation en vertu de l'article 5 des présentes conditions générales est responsable envers l'autre partie pour les dommages en résultant.

17. Choix de la loi et résolution des litiges

- 17.1.** Les relations juridiques ainsi que les droits et obligations des parties découlant du contrat d'achat, y compris leur garantie, modification et extinction, sont exclusivement régis par le système juridique de la République tchèque, en particulier la loi n° 89/2012 Coll., Code civil, dans sa version modifiée (désignée dans les présentes conditions générales comme le « Code civil »).
- 17.2.** L'application de la Convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandises du 11 avril 1980 et des dispositions du droit international privé est exclue, sauf disposition contraire expresse dans les présentes conditions générales.
- 17.3.** En cas de litige entre les parties concernant le contrat d'achat, son application ou son interprétation, les parties feront tout leur possible pour régler le litige à l'amiable.
- 17.4.** Si le litige ne peut être réglé à l'amiable, chaque partie est en droit de soumettre le litige à un tribunal compétent général en République tchèque, ayant la compétence territoriale en fonction du siège du fournisseur.

18. Dispositions diverses et finales

- 18.1.** Les parties déclarent et garantissent qu'aucune d'entre elles ne se considère ni ne se perçoit comme plus faible par rapport à l'autre partie et que les deux parties ont eu la possibilité de se familiariser

avec le texte et le contenu du contrat d'achat ainsi que des présentes conditions générales, qu'elles en ont compris le contenu, qu'elles souhaitent y être liées et qu'elles ont suffisamment négocié les dispositions contractuelles entre elles. Les parties contractantes déclarent en outre que le contrat d'achat a été conclu conformément à leur volonté réelle et libre, sans exploitation de leur situation de contrainte ni dans des conditions manifestement désavantageuses.

- 18.2.** Les parties conviennent expressément et renoncent à tout droit d'annulation du contrat d'achat et de retour à l'état initial dans le cas où les prestations réciproques prévues par le contrat d'achat seraient manifestement disproportionnées, et elles excluent expressément par les présentes l'application des articles 1788, 1793–1795, 1798–1800, 2050 et 2108 du Code civil.
- 18.3.** L'acheteur n'est pas autorisé à céder ses créances découlant du contrat d'achat à des tiers ni à compenser ses créances avec celles du fournisseur.
- 18.4.** Le fournisseur est autorisé à céder ses créances découlant du contrat d'achat à des tiers et s'engage, dans ce cas, à en informer l'acheteur.
- 18.5.** Le fournisseur et l'acheteur s'engagent à se fournir mutuellement toute coopération nécessaire, notamment dans le cadre des contrôles des autorités fiscales ou douanières en relation avec les transactions effectuées entre le fournisseur et l'acheteur.
- 18.6.** Si l'acheteur est originaire d'un autre État membre de l'UE et que la facturation est effectuée avec un taux de TVA nul en raison de la vente de marchandises dans un autre État membre de l'UE, l'acheteur s'engage à remplir toutes les conditions requises pour l'exécution d'une transaction valide au sein de la Communauté, notamment à fournir au fournisseur son numéro d'identification TVA valide (« numéro de TVA ») et à présenter les documents prouvant la vente des marchandises dans un autre État membre de l'UE (documents de transport dûment remplis et signés, en particulier le document de transport CMR, un bon de livraison ainsi qu'une déclaration dûment remplie et signée relative à la livraison des marchandises dans un autre pays à des fins de contrôle par les autorités tchèques).
- 18.7.** Si, pour quelque raison que ce soit, la facturation ne peut être effectuée avec un taux de TVA nul, la facture concernée doit être établie avec le taux de TVA applicable en République tchèque, et

l'acheteur est tenu de payer le prix d'achat, y compris le montant de TVA ainsi déterminé.

- 18.8.** Tous les documents, en particulier les commandes, les documents de transport CMR et les bons de livraison, y compris les déclarations de l'acheteur relatives à la réception des marchandises, doivent être mutuellement confirmés par les deux parties.
- 18.9.** Les présentes conditions générales sont rédigées en version originale en langue tchèque et traduites librement en anglais, allemand, français et italien. En cas de divergence entre les versions linguistiques, le texte original en langue tchèque prévaut toujours.
- 18.10.** Les modifications ou l'annulation du contrat d'achat, y compris des présentes conditions générales, doivent toujours être faites par écrit. Le fournisseur est autorisé à modifier ces conditions générales à tout moment, l'acheteur pouvant s'opposer au nouveau texte des conditions générales dans un délai de 14 (*quatorze*) jours à compter de la date à laquelle la modification a été communiquée. À défaut, le nouveau texte des conditions générales devient contraignant pour l'acheteur à l'expiration du délai précité. Si l'acheteur s'oppose par écrit au nouveau texte des conditions générales dans le délai mentionné, les conditions générales dans leur version précédente restent en vigueur.
- 18.11.** Si une disposition du contrat d'achat, y compris des présentes conditions générales, est inapplicable, invalide, nulle ou semble l'être, ou est déclarée comme telle, le reste du contrat d'achat et des conditions générales reste inchangé. Les parties s'engagent, dans un délai de 14 (en toutes lettres : *quatorze*) jours à compter de la réception d'une demande de l'autre partie, à remplacer cette disposition par une disposition effective, applicable et valide ayant le même ou un sens juridique similaire ou à modifier en conséquence le contrat d'achat et les conditions générales. L'entrée en vigueur du contrat d'achat et des présentes conditions générales dans la mesure des dispositions valides et applicables reste inchangée.

Prague, le 27/01/2026

OBCHODNÍ PODMÍNKY PRO PRODEJ VOZIDEL

pro segment B2B, skupiny firem PEPERLE

(ORIGINAL TEXT)

1. Definice a interpretace

Pojmy a výrazy použité v těchto všeobecných obchodních podmínkách začínající velkými písmeny mají, pokud z kontextu neplyne jinak, následující význam:

„CMR list“

Má význam dokumentu, předávaného Odběrateli při převzetí Zboží ze strany přepravce, který je Odběratel povinen při převzetí Zboží potvrdit a bez zbytečného odkladu zaslat zpět Dodavateli ve smyslu čl. 6.9 těchto OP.

„Cena za přepravu“

Má význam ujednání o ceně za služby dopravy Zboží (vozidel), pokud je mezi Dodavatelem a Odběratelem sjednána a v takovém případě tvoří nedílnou součást Kupní smlouvy.

„Dodací list“

Má význam dokumentu, zasílaného ze strany Dodavatele k Odběrateli spolu s fakturou na Kupní cenu Zboží, který je Odběratel povinen při převzetí Zboží potvrdit a bez zbytečného odkladu zaslat zpět Dodavateli ve smyslu čl. 6.8 a 4.5 těchto OP. Součástí Dodacího listu je též Prohlášení Odběratele o převzetí zboží.

“Dodatečné náklady“

Má význam uvedený v čl. 13.5 těchto OP.

“Dodavatel“

Znamená subjekt ze skupiny firem PEPERLE.

“Kupní cena“

Má význam uvedený v čl. 4.1 těchto OP.

“Kupní smlouva“

Znamená smlouva, uzavíraná mezi Dodavatelem na straně jedné a Odběratelem na straně druhé, jejímž předmětem je nákup a prodej Zboží, specifikovaného v této smlouvě, jejíž nedílnou součástí jsou tyto obchodní podmínky, ať už byla uzavřena

způsobem akceptace Objednávky či Nabídky, nebo podpisem písemného vyhotovení smlouvy oběma Stranami.

“Nabídka“

Má význam uvedený v čl. 3.2 těchto OP.

“Místo dodání“

V souladu s čl. 6.2 těchto OP má význam místa, sjednaného v Kupní smlouvě jako místo, kam bude ze strany Dodavatele Zboží dodáno, a kde Odběratel Zboží převezme nebo na své náklady zajistí převzetí Zboží z tohoto místa. Místo dodání je vždy uvedeno v Nabídce, respektive Objednávce a jejich akceptacích.

“Nové vozidlo“

Má význam jako nově vyrobené motorové pozemní vozidlo, které dosud nebylo provozováno na pozemních komunikacích, s obsahem válců větším než 48 cm³ nebo s výkonem větším než 7,2 kW, pokud bylo dodáno v období do jednoho měsíce ode dne prvního uvedení do provozu nebo má najeto méně než 60 km. Pro účely definice Nového vozidla se dnem prvního uvedení do provozu u pozemních motorových vozidel rozumí den, kdy bylo vozidlo registrováno k provozu ve státu výrobce, nebo den, kdy nastala povinnost toto vozidlo ve státu výrobce registrovat, podle toho, který nastane dříve. Pokud není povinnost vozidlo registrovat ve státu výrobce, je dnem prvního uvedení do provozu den, kdy bylo vozidlo odvezeno odběratelem nebo den dodání k odběrateli nebo den, kdy odběratel s ním mohl nakládat, a to ten den, který nastane dříve.

“Zánovní vozidlo“

Má význam specifické kategorie mezi novými a ojetými vozy, tyto vozy mohou být nové a neprovozované s registrací nebo bez registrace, nebo vozy které byly provozovány několik měsíců, ale ne více než 12 měsíců od data první registrace nebo s omezeným počtem najetých kilometrů, ale ne více než 6.000 km, podle toho co nastane dříve. V obou případech se jedná o motorové pozemní vozidlo, s obsahem válců větším než 48 cm³ nebo s výkonem větším než 7.2 kW. Zánovní vozidlo může být dodáváno s plnou nebo omezenou platností záruky za období, kdy

byla záruka čerpána z důvodů uvedení vozidla do provozu, s uvedením počtem najetých kilometrů a s odpovídající úrovní opotřebení, za které není dodavatel odpovědný a neposkytuje žádné náhrady nebo kompenzace.

“Ojeté vozidlo”

Má význam použitého motorového silničního vozidla, s obsahem válců větším než 48 cm³ nebo s výkonem větším než 7.2 kW, které bylo používáno a provozováno na pozemních komunikacích a které bylo registrováno k řádnému provozu ve státu výrobce nebo prodejce a které již bylo běžným způsobem provozováno na pozemních komunikacích a které je dodáváno jako ojeté, s omezenou zárukou nebo bez záruky výrobce, s uvedením stáří vozidla, s počtem najetých kilometrů, s odpovídající úrovní opotřebení, za kterou není dodavatel odpovědný a neposkytuje žádné náhrady nebo kompenzace.

“Odběratel”

Znamená podnikatel či právnická osoba, která s Dodavatelem uzavírá Kupní smlouvu jako kupující.

“Objednávka”

Má význam uvedený v čl. 3.2 těchto OP.

“OZ”

Znamená zákon č. 89/2012 Sb., Občanský zákoník ve znění pozdějších předpisů.

“Úhrada (zaplacení Kupní ceny)”

Má význam uvedený v čl. 4.2. - 4.5. těchto OP.

“Skupina PEPERLE”

Znamená následující společnosti (firmy):

PEPERLE s.r.o., se sídlem Bartolomějská 291/11, Staré Město, 110 00 Praha 1, IČO 475 46 018, zapsaná v obchodním rejstříku vedeném Městským soudem v Praze, oddílu C, vložce 19164.

PEPERLE AUTO s.r.o., se sídlem Bartolomějská 291/11, Staré Město, 110 00 Praha 1, IČO 056 15 160, zapsaná v obchodním rejstříku vedeném Městským soudem v Praze, oddílu C, vložce 267400.

PEPERLE MOBILE s.r.o., se sídlem Bartolomějská 291/11, Staré Město, 110 00 Praha 1, IČ: 094 59 081, zapsaná v obchodním rejstříku vedeném Městským soudem v Praze, oddílu C, vložce 336034.

„Strany“

Znamenají Dodavatel a Odběratel.

„Vyšší moc“

Má význam uvedený v čl. 12.1 těchto OP.

„Zboží“

Má význam jako Nové vozidlo, Zánovní vozidlo nebo Roční vozidlo a Ojeté vozidlo z České republiky nebo jiného státu EU.

2. Úvodní ustanovení

- 2.1. Pro veškeré vztahy mezi Dodavatelem a Odběratelem vzniklé na základě nebo v souvislosti s Nabídkou, Objednávkou, nebo přímým uzavřením Kupní smlouvy, se použijí tyto obchodní podmínky, jež jsou nedílnou součástí Kupní smlouvy (dále jen „OP“).
- 2.2. Dodavatel je oprávněn využít k jednání s Odběratelem a k následnému plnění dle Kupní smlouvy třetí osobu, přičemž použití těchto OP zůstává v takových případech zachováno.
- 2.3. Strany tímto výslovně vylučují použití obchodních podmínek Odběratele.
- 2.4. Odchylná ujednání v Kupní smlouvě mají před zněním OP přednost.
- 2.5. Doručením dle těchto Obchodních podmínek se rozumí doručení prostřednictvím držitele poštovní licence nebo poštovní schránky nebo telefaxu nebo prostřednictvím elektronické pošty (také bez zaručeného el. podpisu) nebo doručení do datové schránky nebo doručení oznámení (ve formě dopis, fax, email) o místě kde jsou tyto OP zveřejněny, případně také osobní doručení a to na poštovní nebo elektronické adresy, které si Strany pro tyto účely poskytly. Tento sjednaný způsob doručování se uplatní též pro obchodní listiny, včetně daňových dokladů.
- 2.6. Pokud se v těchto OP hovoří o písemné formě, rozumí se tím dopis, email, fax, on-line formulář nebo internetová adresa, odkaz, link nebo název webových stránek, kde jsou tyto OP zveřejněné a které nevyžadují vlastnoruční podpis, není-li v těchto OP dále uvedeno jinak.

3. Uzavření Kupní smlouvy

- 3.1. Odběratel může učinit Objednávku a Dodavatel ji může přijmout jakož i Odběratel může přijmout Nabídku Dodavatele.
- 3.2. Návrhem na uzavření Kupní smlouvy je písemná objednávka Odběratele, ve formě objednávkového formuláře, opatřena podpisem Odběratele, doručená Odběratelem Dodavateli (dále jen „Objednávka“) nebo písemná nabídka Dodavatele, opatřena podpisem Dodavatele, doručená Odběrateli, jakož i prezentace Zboží ze strany Dodavatele (dále jen „Nabídka“). Podmínky uvedené v Objednávce Odběratele či Nabídce Dodavatele neplatí automaticky pro budoucí transakce.
- 3.3. Odběratel je svou Objednávkou vázán až do uplynutí lhůty pro akceptaci uvedené v Objednávce, nejméně však po dobu 14 pracovních dnů ode dne doručení Objednávky Dodavateli. Dodavatel je svou Nabídkou vázán, pokud byla provedena písemně, obsahuje

- podpis Dodavatele a pokud je v Nabídce současně uvedena lhůta pro přijetí ze strany Odběratele.
- 3.4. Akceptací Objednávky, jakož i akceptací Nabídky, Odběratel akceptuje tyto OP jako součást Kupní smlouvy.
 - 3.5. V případě řádného vyhotovení Objednávky a Nabídek dle čl. 3.2 těchto OP je Kupní smlouva uzavřena v okamžiku, kdy je Odběrateli doručena akceptace Objednávky Dodavatelem anebo v okamžiku, kdy je Dodavatel doručena akceptace Nabídky Odběratelem, přičemž akceptace vyžadují podpis Nabídky, respektive Objednávky, jednajících Strany. Tímto není vyloučena možnost uzavřít kupní smlouvu tak, že Strany podepíší její písemné vyhotovení.
 - 3.6. Akceptace Nabídky, resp. Objednávky s odchylkou, byť se jedná o odchylku, která podstatně nemění obsah původních podmínek smlouvy, se posuzuje jako odmítnutí původní Objednávky, resp. Nabídky a bude považována za novou Objednávku, resp. Nabídku, ve smyslu nového návrhu na uzavření Kupní smlouvy.
 - 3.7. Pro případ, že Dodavatel neobdrží od Odběratele písemnou akceptaci nebo odmítnutí své Nabídky do 14 pracovních dnů od jejího doručení Odběrateli, má Dodavatel právo tuto svou Nabídku odvolat.
 - 3.8. Dodavatel má dále právo odvolat svou Nabídku ve lhůtě pro její přijetí ve smyslu čl. 3.3 těchto OP dále v případě, že se Odběratel dostane do rozporu s prohlášeními dle čl. 14.1 těchto OP.

4. Kupní cena a platební podmínky

- 4.1. Není-li v Kupní smlouvě sjednáno písemně jinak, Kupní cena zahrnuje cenu za Zboží a skutečnou cenu za dopravu (dále jen „**Kupní cena**“). Cena za Zboží zahrnuje Zboží včetně výbavy a všech doplňků uvedených v Nabídce nebo Objednávce Odběratele. Kupní cena nezahrnuje DPH, pokud se Strany nedohodnou jinak.
- 4.2. Za výchozí měnu při stanovení Kupní ceny se považuje měna v CZK (česká koruna).
- 4.3. Kupní cena se hradí bezhotovostním bankovním převodem částky Kupní ceny ve zvolené měně na příslušný bankovní účet uvedený na faktuře Dodavatele. Když je Kupní cena uvedena na faktuře v CZK musí být zaplacená na bankovní účet v české měně CZK nebo když je Kupní cena uvedena na faktuře v EUR musí být zaplacená na bankovní účet v měně EUR. Pokud zákazník udělá chybu a převede platbu na jiný měnový účet, než pro který je určena (např. CZK na EUR účet nebo naopak), nese zákazník veškeré náklady, poplatky za směnu či jiné náklady, které v důsledku toho dodavateli vzniknou, a odpovídá za případný rozdíl mezi fakturovanou částkou a částkou skutečně obdrženou dodavatelem tak, aby dodavatel obdržel přesnou částku v příslušné měně, jak je uvedeno na faktuře.
- 4.4. S ohledem na stanovení ceny v Kupní smlouvě v české měně i v měně EUR, si Dodavatel vyhrazuje právo změny výše Kupní ceny v EUR v závislosti vývoji měnového kurzu CZK vůči EUR vyhlášeném Českou národní bankou v době před uskutečněním prodeje Zboží, včetně přírážky za směnu měny až výše do 0,20 EUR / EUR (maximálně).
- 4.5. Kupní cena je splatná vždy v termínu splatnosti (datum), které je uvedeno na faktuře a tento datum je závazný. Okamžikem úhrady Kupní ceny je okamžik připsání částky Kupní ceny na bankovní účet Dodavatele uvedený na příslušné faktuře (dále jen „**Úhrada Kupní ceny**“).
- 4.6. Odběratel nemá právo na odpočet nebo odložení platby Kupní ceny.
- 4.7. Dodavatel společně s fakturou zašle Odběrateli též dodací list, za účelem následného potvrzení přijetí Zboží (dále jen „**Dodací list**“). Odběratel se zavazuje Dodací list potvrdit a poslat zpět Dodavateli, pokud tento není nahrazen přepravním dokumentem CMR.

- 4.8. Dodavatel neposkytuje cenové garance (za výrobce) a za cenu Zboží uvedené v Kupní smlouvě. Pokud dojde ke změně ceny Zboží, ze strany výrobce, které je uvedené v Kupní smlouvě a to i v průběhu trvání uzavřené Kupní smlouvy nebo před uskutečněním prodeje Zboží, bude změna ceny ve stejné výši přenesena do Kupní smlouvy a Kupní cena podle tohoto pravidla upravena.
- 4.9. Odběratel bere na vědomí, že nedodržení termínu splatnosti faktury, opravňuje Dodavatele postupovat dále v zájmu vymáhání pohledávky a v souladu se zákony, takto: První upomínka (přátelské upozornění): 3 dny po termínu splatnosti, Druhá upomínka (důrazné upozornění) 7 dnů po splatnosti, Třetí upomínka (předžalobní výzva) 14 dnů po splatnosti, včetně nároku na odškodnění úhradu sankcí a úroků, úhradu vzniklých nákladů za právní služby a úhradu soudních poplatků.

5. Zálohové platby

- 5.1. Dodavatel je při uzavírání Kupní smlouvy oprávněn požadovat zálohové platby ve výši 5% až 10% maximálně z Kupní ceny uvedené v Objedávce, respektive Nabídce, nebo příslušné akceptaci (dále jen „Záloha“).
- 5.2. V případě uzavření Kupní smlouvy ve smyslu čl. 3 těchto OP, je Dodavatel oprávněn na příslušnou částku Zálohy vystavit Odběrateli fakturu, která je splatná do 5 pracovních dnů, ode dne uzavření Kupní smlouvy.
- 5.3. Částka Zálohy bude s Odběratelem vypořádána tak, že bude odečtena od konečné Kupní ceny. V případech, kdy je Kupní cena uhrazena na základě více než jedné faktury, je Odběratel oprávněn Zálohu zohlednit až v poslední vydané fakturě, respektive částku Zálohy odečíst od zbývající Kupní ceny, fakturované poslední fakturou vztahující se k dané Kupní smlouvě.

6. Způsob a místo dodání Zboží, přechod nebezpečí škody na věci

- 6.1. Pro dodání a převzetí Zboží, jakož i pro úpravu přechodu nebezpečí škody na Zboží, Strany výslovně sjednávají použití podmínky DAP (Dodání ve sjednaném místě určení) dle pravidel INOTERMS 2020.
- 6.2. S ohledem na čl. 6.1 těchto OP, je Povinnost Dodavatele dodat Zboží splněna v okamžiku, kdy je Zboží Odběrateli umožněno převzít v Místě dodání, sjednaném v Kupní smlouvě (dále jen „Místo dodání“). Není-li Místo dodání v Kupní smlouvě sjednáno, je místem dodání lokalita nebo adresa, kterou za tímto účelem Odběratel Dodavateli oznámí, a to nejpozději s úhradou Kupní ceny. Neoznámí-li Odběratel Dodavateli takto Místo dodání, je Dodavatel oprávněn určit Místo dodání sám a v tom případě jím bude sídlo Odběratele, pokud se Strany nedohodnou písemně jinak.
- 6.3. Není – li mezi Stranami písemně sjednáno jinak, Odběratel není do okamžiku kompletní Úhrady Kupní ceny oprávněn Zboží převzít.
- 6.4. Odběratel je povinen převzít či zajistit převzetí Zboží v místě dodání, kam bude Zboží přepravcem Dodavatele dovezeno a připraveno k vykládce. Odběratel se zavazuje převzít Zboží od přepravce okamžitě a bezodkladně tak, aby čas pro převzetí jednoho vozidla nepřekročil více než 10 minut. Při překročení takto sjednaného časového limitu je Dodavatel oprávněn účtovat Odběrateli částku ve výši 100 EUR (*slovy: jedno sto euro*) za každou započatou půlhodinu celkového času prodloužení při převzetí Zboží navíc a v tomto případě tyto více náklady vykládky zaplatí Odběratel.
- 6.5. Odběratel bere na vědomí, že dodací lhůty Dodavatele, uvedené v Nabídce nebo Kupní smlouvě jsou orientační a nezávazné a v případě jejich překročení neopravňují

- Odběratele ke zrušení objednávky, odstoupení od Kupní smlouvy a nezakládají vůči Dodavateli právo na náhradu škody.
- 6.6. V případě že Odběratel dodržel termín pro zaplacení uvedený na faktuře, je termín dodání zboží ze strany Dodavatele 2 - 4 týdny, nevztahuje se v případě že termín pro zaplacení nebyl dodržen.
 - 6.7. V případě prodlení Odběratele s převzetím Zboží z místa dodání má Dodavatel právo uskladnit Zboží na náklady Odběratele nejméně ve výši reálně sjednaného skladného, nejméně však 10,- EURO za každý započatý den uskladnění. Dodavatel si vyhrazuje právo uskladnit Zboží v jiném Místě dodání než sjednaném dle čl. 6.1 těchto OP oznámeném Místě dodání a vyúčtovat Odběrateli veškeré náklady s takovým uskladněním související. Tímto není dotčeno právo Dodavatele na náhradu škody.
 - 6.8. Škoda na Zboží, ke které došlo po přechodu nebezpečí škody na Zboží na Odběratele, nezbavuje Odběratele povinnosti zaplatit Dodavateli Kupní cenu.
 - 6.9. Při převzetí Zboží je Odběratel povinen potvrdit svým podpisem, případně razítkem společnosti Odběratele, Dodací list, zasláný mu Dodavatelem v předstihu v souladu s čl. 4.5 těchto OP. Potvrzený Dodací list je Odběratel povinen bez zbytečného odkladu zaslat Dodavateli.
 - 6.10. Při převzetí Zboží Odběratel obdrží od přepravce nákladní list CMR ve třech stejnopisech (dále jen „**CMR list**“). Odběratel je povinen všechna CMR list potvrdit svým podpisem, případně razítkem společnosti Odběratele, jedno potvrzené vyhotovení předat přepravci a jedno potvrzené vyhotovení bez zbytečného odkladu zaslat zpět Dodavateli.
 - 6.11. Odběratel bere na vědomí, že CMR list, jakož i Dodací list představují dokumenty nezbytné a závazné pro plnění veřejnoprávních povinností Dodavatele nebo Odběratele. Pro případ porušení povinností stanovených v čl. 6.8 a 6.9 těchto OP, je proto Odběratel povinen nahradit Dodavateli:
 - 6.10.1. veškeré náklady, které byl Dodavatel povinen vynaložit na úhradu sankcí ze strany Finančního či Celního úřadu, případně jiných orgánů státní správy České republiky, a také
 - 6.10.2. náklady, vzniklé Dodavateli na plnění veřejnoprávních povinností, uložených Dodavateli ze strany orgánů státní správy České republiky v důsledku absence CMR listů a Dodacích listů, souvisejících s Kupní smlouvou uzavřenou s Odběratelem, pokud tyto nebyly Odběratelem včas Dodavateli zaslány.
 - 6.12. Není-li mezi Stranami písemně sjednáno jinak, ohledně dokumentů ke Zboží, zejména technický průkaz vozidla nebo osvědčení o registraci vozidla nebo certifikát C.o.C (Certificate of Conformity), je Dodavatel povinen odeslat Odběrateli kurýrní službou do 5 dnů ode dne doručení Zboží k Odběrateli a ode dne doručení potvrzeného Dodacího listu nebo CMR listu zpět k Dodavateli, o tom že Zboží bylo dodáno a převzato. V případě, že Dodavatel tyto dokumenty k vozidlu nemá, je Dodavatel povinen zaslat dokumenty k vozidlu Odběrateli nejpozději do 5 dnů od jejich obdržení třetími osobami (např. dodavateli, dovozci, prodejci, povolovacími orgány státní správy atd.).

7. Výhrada vlastnického práva

- 7.1. Vlastnické právo ke Zboží přechází na Odběratele až úplným zaplacením Kupní ceny. Tímto ujednáním se sjednává výhrada vlastnického práva ke Zboží pro případ dohody Stran o dodání Zboží navzdory dosud neuhrazené plné výše Kupní ceny.
- 7.2. Odběratel není oprávněn zastavit Zboží nezaplacené a dodané s výhradou vlastnictví Dodavatele, ani je jakýmkoliv jiným způsobem zatížit např. ve formě ručení. Odběratel odpovídá za veškeré škody, které vznikly Dodavateli porušením jeho povinností dle tohoto ustanovení.

- 7.3. Jakmile se Odběratel dozví o skutečnosti, že Zboží, jež je předmětem výhrady vlastnického práva ve prospěch Dodavatele, je nebo se má stát předmětem práv třetích osob, a to zejména v souvislosti s exekučním řízením, řízením o soudním výkonu rozhodnutí, nebo insolvenční řízením, Odběratel má povinnost neprodleně Dodavatele o těchto skutečnostech informovat. Odběratel odpovídá za veškeré škody, které vznikly Dodavateli porušením jeho povinností dle tohoto ustanovení.
- 7.4. Odběratel se zavazuje k tomu, že Zboží dodané s výhradou vlastnictví pojistí proti škodám vzniklým v důsledku požáru, exploze a působení vody a rovněž proti krádeži, a bude toto pojištění udržovat v platnosti a na požádání poskytne informace o této pojistce. Pokud by bylo na základě tohoto pojištění vyplaceno pojistné plnění, Dodavatel má právo uspokojit své pohledávky z titulu Kupní smlouvy z poskytnutého pojistného plnění.

8. Zboží a zákonné předpisy

- 8.1. Zboží a jejich technické parametry odpovídají definici stanovené výrobcem. Spotřeba paliva a emise odpovídají hodnotám, které jsou certifikované Evropskou Unií a jsou v souladu s evropskými předpisy vztahujícími se na všechny výrobce automobilů prodávaných v Evropě. Za správnost těchto údajů odpovídá výrobce na základě prohlášení, učiněných vůči Dodavateli.

9. Kontrola Zboží, odpovědnost za vady

- 9.1. Odběratel nebo zástupce Odběratele (dopravce nebo spedice) má povinnost při převzetí, provést kontrolu kvality a množství dodaného Zboží, upozornit na chybějící vybavení nebo příslušenství a na případné vady, zjistitelné při převzetí Zboží (zjevné vady) a vyznačit je v CMR listu ve smyslu čl. 6.9 těchto OP. V rozsahu zjevných vad, které nejsou zaneseny v CMR listu, nebo nejsou zaneseny srozumitelně a čitelně, Strany tímto výslovně sjednávají, že Odběratel zcela ztrácí práva z vadného plnění.
- 9.2. Skryté vady musí být oznámeny neprodleně po jejich zjištění, nejpozději však do 14 dnů od převzetí Zboží, jinak je Dodavatel oprávněn reklamaci odmítnout a práva Odběratele z odpovědnosti za vady v takovém případě nevznikají.
- 9.3. Pro případ písemného uznání Odběratelem vytknuté vady, která je podstatným porušením Kupní smlouvy, Strany tímto omezují právo Odběratele z odpovědnosti za vady na (a) přiměřenou slevu z Kupní ceny a (b) odstranění vady dodáním nového Zboží bez vady, není-li v těchto OP stanoveno dále jinak. Právo odstoupit od Kupní smlouvy má Odběratel pouze v případě, že se jedná o vadu neodstranitelnou a tato brání Zboží užívat k účelu, ke kterému je Zboží běžně určeno.
- 9.4. Lhůta pro vyřízení reklamace se sjednává v délce 3 měsíců.
- 9.5. Pro případ zjevných drobných vad, kterými jsou zejména poškození laku škrábanci, které mohou být odstraněny přešetřením s vynaložením nákladů do výše 200 EUR, Strany vylučují odpovědnost Dodavatele, s ohledem na vědomí možnosti vzniku těchto vad při dodání Zboží.
- 9.6. Zjevné vady, které nelze podřadit pod čl. 9.5 těchto OP, musí být pro účely jejich vytknutí a uplatnění práva z vadného plnění řádně zdokumentovány v CMR listu. Pro účely případného uplatnění slevy z kupní ceny vozidla, je Odběratel povinen předložit Dodavateli posouzení vady včetně hodnoty, o kterou tato vada snižuje cenu vozidla, znaleckým posudkem nezávislého znalce v tomto oboru. Výši slevy z Kupní ceny nelze jiným způsobem stanovit, nedohodnou-li se Strany v konkrétním případě jinak.

- 9.7. Uplatněním práva na přiměřenou slevu z Kupní ceny není dotčena povinnost Odběratele uhradit kompletní Kupní cenu za Zboží, tj. je povinen hradit i část Kupní ceny, která by případně odpovídala jeho právu na slevu.
- 9.8. Odběratel je povinen zajistit řádné a bezpečné uskladnění Zboží, u kterého uplatňuje vady a nesmí se Zbožím nakládat způsobem, který by mohl znemožnit kontrolu reklamovaných vad Dodavatelem nebo jím pověřenými osobami. Odběratel je povinen umožnit Dodavateli nebo jím pověřeným osobám prohlídku Zboží, ohledně něhož uplatňuje vady.

10. Záruka

- 10.1. Odběratel má právo uplatňovat práva ze záruky Zboží dle podmínek výrobce a v místech k tomu určených výrobcem. Práva ze záruky nelze uplatnit vůči Dodavateli.

11. Rozsah náhrady škody v případě odpovědnosti Dodavatele

- 11.1. Odpovědnost Dodavatele vůči Odběrateli se ve všech případech omezuje pouze na přímé škody, a to v součtu až do maximální výše 270.000,- Kč (slovy: *dvě stě sedmdesát tisíc korun českých*).
- 11.2. Přímými škodami se rozumí přiměřené náklady na:
 - 11.2.1. zjištění příčiny a rozsahu škody;
 - 11.2.2. zajištění toho, aby vadné plnění ze strany Dodavatele splňovalo požadavky Kupní smlouvy, s výjimkou případů, kdy Dodavatel na základě Kupní smlouvy za danou vadu nemůže nést odpovědnost;
 - 11.2.3. zabránění nebo omezení škody.
- 11.3. Dodavatel nenese odpovědnost za následné škody, zejména za ztrátu ušlého zisku, ztrátu úspor, za škody způsobené třetím osobám, za škody z důvodu stagnace společnosti Odběratele či třetích osob.

12. Vyšší moc

- 12.1. Smluvní strany se mohou zprostit odpovědnosti za porušení povinnosti vyplývající z této Kupní smlouvy, s výjimkou povinnosti zaplatit Kupní cenu, prokáží-li, že toto nesplnění či prodlení bylo způsobeno mimořádnou nepředvídatelnou a nepřekonatelnou překážkou, která nastala nezávisle na vůli povinné Strany a bránila jí ve splnění její povinnosti (dále jen "**Vyšší moc**"). Překážka vzniklá z osobních poměrů povinné Strany nebo vzniklá až v době, kdy byla Strana splněním smluvní povinnosti v prodlení, ani překážka, kterou byla povinná Strana povinna překonat, ho však odpovědnosti za splnění závazku nezproští.
- 12.2. Dodavatel je oprávněn dovolávat se Vyšší moci ve smyslu čl. 12.1 těchto OP zejména, nikoli však výlučně, v případech
 - 12.2.1. vyhlášení nouzového stavu nebo stavu ohrožení v zemi výrobce nebo subdodavatele výrobce nebo Dodavatele, kdy je vlivem mimořádných opatření omezen zejména průmysl, velkoobchod, maloobchod, poskytování služeb, nebo i svobody pohybu a pobytu;
 - 12.2.2. působení lokální, celostátní nebo celosvětové epidemie nebo pandemie;
 - 12.2.3. havárií, jiných průmyslových událostí a působení přírodních vlivů;

- 12.2.4. ekonomické události, jako jsou finanční krize, znehodnocení měny vlivem hyperinflace, inflace, deflace, stagflace, devalvace, nebo významné změny měnového kurzu;
- 12.2.5. společenských událostí jako jsou zejména stávky, revoluce, občanské nepokoje, nebo války;
- 12.2.6. omezení nebo změny výroby a dodávek ze strany výrobce nebo subdodavatele, náhlé ukončení výroby ze strany subdodavatele, zrušení licence, autorizace, nebo jiného oprávnění subdodavatele, které Dodavatel nemohl ovlivnit a pro které není schopen dostat včas či vůbec svým závazkům vůči Odběrateli.
- 12.3. Odběratel je oprávněn dovolávat se Vyšší moci ve smyslu čl. 12.1 těchto OP pouze v případech války, havárie a jiných průmyslových událostí, a působení přírodních vlivů.
- 12.4. Strana, která porušila, porušuje nebo předpokládá s ohledem na všechny známé skutečnosti, že poruší svoji povinnost z Kupní smlouvy, a to v důsledku nastalé události Vyšší moci, je povinna bezodkladně informovat o takovém porušení nebo události druhou Stranu a vyvinout veškeré možné úsilí k odvrácení takové události nebo jejích následků a k jejich odstranění.
- 12.5. V případě, že působení Vyšší moci je delší než 90 dní, může kterákoliv Strana od Kupní smlouvy odstoupit.

13. Sankce za nedodržení podmínek OP

- 13.1. V případě prodlení Odběratele s úhradou Kupní ceny má Dodavatel právo požadovat smluvní pokutu ve výši 0,2 % z dlužné části Kupní ceny za každý, byť i započatý den prodlení, a dále zákonný úrok z prodlení ve výši, která odpovídá ročně výši repo sazby stanovené Českou národní bankou pro první den kalendářního pololetí, v němž došlo k prodlení, zvýšené o 8 procentních bodů v souladu s nařízením vlády č. 351/2013 Sb., ve znění pozdějších změn, a to též za každý, byť i započatý den prodlení.
- 13.2. V případě porušení povinností stanovených v čl. 6.8 a 6.9 těchto OP, má Dodavatel právo na úhradu smluvní pokuty ve výši 2.000,- EUR (slovy: *dva tisíce eur*), pokud Odběratel nezašle Dodavateli Dodací list a/nebo CMR list na výzvu Dodavatele v dodatečně lhůtě. Právo Dodavatele na náhradu škody dle čl. 6.10 těchto OP není tímto ustanovení dotčena.
- 13.3. Dodavatel má právo na náhradu škody vzniklé nesplněním peněžitého dluhu i tehdy, je-li kryta úroky z prodlení. Ujednáním o smluvní pokutě dle č. 13.1 těchto OP není dotčeno právo na náhradu škody, vzniklé z porušení povinnosti uhradit Kupní cenu a Strany tímto ustanovení § 2050 OZ výslovně vylučují z aplikace.
- 13.4. Strany tímto ve smyslu ustanovení § 1806 OZ výslovně sjednávají úročení úroků z prodlení.
- 13.5. Vedle úroku z prodlení a smluvní pokuty má Odběratel povinnost uhradit všechny dodatečné náklady, které vzniknou Dodavateli v důsledku jeho prodlení. Dodatečnými náklady se rozumí zejména náklady vzniklé dodatečně v důsledku skladování, pojištění Zboží a náklady spojené s případným uplatněním pohledávky (dále jen „**Dodatečné náklady**“).
- 13.6. Ocitne-li se Odběratel v prodlení s úhradou jakýchkoliv částek na základě Kupní smlouvy, objednávky nebo jakýchkoliv jiných smluv uzavřených s Dodavatelem, je Dodavatel oprávněn s okamžitou účinností zastavit další dodávky Zboží dle Kupní smlouvy a případně odstoupit od Kupní smlouvy. Neplnění dodávek ze strany Dodavatele dle předcházející věty není porušením smlouvy a Dodavatel nenese odpovědnost za případné tím způsobené škody.

- 13.7. Pokud Odběratel neuhradí Dodavateli celou splatnou Kupní cenu včetně všech splatných úroků z prodlení, smluvní pokuty a Dodatečných nákladů vyúčtovaných Odběrateli ani v Dodatečné lhůtě (jak je dále definována v tomto článku), je Dodavatel oprávněn po předchozím písemném upozornění Odběratele prodat neuhrazené Zboží třetí osobě, přičemž rozdíl mezi Kupní cenou včetně splatných úroků, smluvní pokuty, a Dodatečných nákladů vyúčtovaných Odběrateli, kterou by zaplatil Odběratel a cenou, kterou zaplatí příslušná třetí osoba, je povinen uhradit Odběratel jakožto náhradu ušlého zisku. Dodatečná lhůta ke splnění povinností Odběratele se stanoví v rozsahu 14 dnů ode dne odeslání písemného upozornění Odběratele.
- 13.8. Dodavatel má právo započíst platby, které provedl Odběratel, nejprve na úhradu Dodatečných nákladů, poté na dlužné úroky z prodlení, dále na smluvní pokutu, a nakonec na jistinu. Platby se započítávají ve prospěch nejdéle neuhrazené faktury.

14. Prohlášení Odběratele

- 14.1. Odběratel prohlašuje, že ke dni uzavření Kupní smlouvy:
- 14.1.1. vůči němu nebylo zahájeno insolvenční řízení a/nebo exekuční řízení a že mu není známo, že by na něj byl podán insolvenční a/nebo exekuční návrh. Dále prohlašuje, že vůči němu není vykonatelné rozhodnutí žádného orgánu veřejné moci a neexistuje ani žádná jiná veřejná či soukromá listina, která by mohla být podkladem pro podání návrhu na nařízení exekuce či výkon rozhodnutí;
 - 14.1.2. nemá žádné nedoplatky na daních nebo poplatcích, či dluhy, na základě, kterých by mohl vzniknout jakýkoli závazek či omezení týkající se Kupní smlouvy, zejména zákonné, smluvní či soudcovské zástavní právo), a které by zároveň mohly vést k nemožnosti splnění jeho povinností vyplývajících z Kupní smlouvy ve smyslu dosažení převodu vlastnického práva a ke Zboží a jeho převzetí a k úhradě Kupní ceny;
 - 14.1.3. je oprávněn Kupní smlouvu uzavřít a dále též oprávněn a schopen řádně plnit závazky v ní obsažené, zejména závazky finanční.
- 14.2. Odběratel činí prohlášení ke dni uzavření Kupní smlouvy a zavazuje se zajistit, aby tato prohlášení byla pravdivá, úplná, nezavádějící i ke dni nabytí vlastnického práva ke Zboží.
- 14.3. Pokud se jakékoliv prohlášení Odběratele dle čl. 14.1 těchto OP ukáže jako nepravdivé či neúplné, je Dodavatel oprávněn požadovat, aby Odběratel v přiměřené lhůtě, nejdéle však do 14 dnů tento závadný stav odstranil a současně vzniká Dodavateli vůči Odběrateli nárok na smluvní pokutu ve výši 2.000,- EUR (slovy: *dva tisíce eur*).

15. Ukončení smlouvy

- 15.1. Dodavatel má právo odstoupit od Kupní smlouvy, pokud:
- 15.1.1. se jakékoliv prohlášení Odběratele dle čl. 14.1 těchto OP ukáže jako nepravdivé či neúplné, a Odběratel v přiměřené lhůtě, nejdéle však do 14 dnů ode dne upozornění Dodavatele tento závadný stav neodstraní;
 - 15.1.2. odběratel byl při uzavření smlouvy požádán, aby poskytl záruku splnění závazků vyplývajících ze smlouvy, a tato záruka ve skutečnosti není poskytnuta nebo je nedostatečná;
 - 15.1.3. v důsledku prodlení Odběratele kdy ve smyslu čl. 13.6 a 12.5 těchto OP není možné od Dodavatele dále očekávat, že bude plnit Kupní smlouvu v souladu s původně stanovenými podmínkami, ani dohodou Stran, vyvolanou působením vyšší moci;
 - 15.1.4. vůči Odběrateli je podán návrh na zrušení společnosti či návrh na likvidaci nebo insolvenční návrh;

- 15.1.5. majetek Odběratele je předmětem exekuce nebo došlo k zásadní změně kontroly nad jeho majetkem.
- 15.2. Odběratel má právo odstoupit od Kupní smlouvy, pokud:
 - 15.2.1. je na Dodavatele podán návrh na zrušení společnosti, je prohlášen úpadek nebo byl podán návrh na likvidaci společnosti;
 - 15.2.2. majetek Dodavatele je předmětem exekuce, nebo došlo k zásadní změně kontroly nad jeho majetkem, anebo
 - 15.2.3. v důsledku prodlení Dodavatele, kdy ve smyslu čl. 13.6 těchto OP není možné od Odběratele dále očekávat, že bude plnit Kupní smlouvu v souladu s původně stanovenými podmínkami, ani dohodou Stran, vyvolanou působením Vyšší moci.
- 15.3. Odstoupení od Kupní smlouvy je účinné doručením písemného oznámení odstupující Strany o odstoupení od Kupní smlouvy druhé Straně. V oznámení o odstoupení od Kupní smlouvy musí být důvod odstoupení konkrétně uvedeno.
- 15.4. V případě platného odstoupením od Kupní smlouvy zanikají všechna práva a povinnosti stran z Kupní smlouvy a strany jsou povinny vydat si vzájemně vše, co na základě Kupní smlouvy nebo v souvislosti s ní od druhé Strany obdržely. Odstoupení od Kupní smlouvy se nedotýká práva na náhradu škody, na úhradu úroků z prodlení a na zaplacení smluvní pokuty a ustanovení Kupní smlouvy, které se týkají volby práva, řešení sporů mezi stranami a úpravy práv a povinností stran pro případ ukončení Kupní smlouvy.
- 15.5. V jiných případech lze smlouvu ukončit vzájemnou dohodou stran.

16. Mlčenlivost

- 16.1. Strany se zavazují zachovávat mlčenlivost ohledně všech důvěrných informací týkajících se druhé Strany, o kterých se dozví v souvislosti s obchodním jednáním nebo při jednání o uzavření Kupní smlouvy bez ohledu na skutečnost, zda k uzavření této smlouvy dojde, či nikoli. Za důvěrné se považují jakékoli informace konkurenčně významné, určitelné, ocenitelné a v příslušných obchodních kruzích běžně nedostupné, které jsou Stranou označeny jako důvěrné nebo pokud důvěrnost příslušných informací vyplývá z jejich charakteru.
- 16.2. Za důvěrné jsou rovněž považovány informace o obchodech probíhajících mezi Odběratelem a Dodavatelem.
- 16.3. Odběratel se zavazuje, že nebude veřejně prezentovat a sdělovat, zejména v médiích, na internetu, v inzerci či jiné propagaci, výrobní kódy vozidel, číslo karoserie známé jako VIN code, čísla jejich technických průkazů, čísla registračních značek Zboží, ani jiné dokumenty Zboží, především technické průkazy, osvědčení o registraci vozidla a C.o.C (Certificate of Conformity)
- 16.4. Kupní smlouva je Dodavatelem archivována za účelem jejího úspěšného splnění v elektronické nebo písemné formě po dobu 5 let a není přístupná třetím nezúčastněným stranám.
- 16.5. Strana, která poruší svoji povinnost dle tohoto čl.5 těchto OP, odpovídá druhé straně za škodu tím způsobenou.

17. Volba práva a řešení sporů

- 17.1. Právní vztahy, resp. práva a povinnosti Stran z Kupní smlouvy, jejich zajištění, změny a zánik se řídí výhradně právním řádem České republiky, a to zejména zákonem č. 89/2012 Sb., občanský zákoník, v platném znění (v těchto OP také jen „NOZ“).
- 17.2. Aplikace Úmluvy OSN o smlouvách o mezinárodní koupi Zboží ze dne 11. dubna 1980 a norem mezinárodního soukromého práva je vyloučena, není-li v těchto OP výslovně uvedeno jinak.
- 17.3. Vznikne-li mezi Stranami ve vztahu ke Kupní smlouvě, její aplikaci nebo výkladu jakýkoli spor, vyvinou přednostně maximální úsilí, aby takový spor byl vyřešen smírem.
- 17.4. Pokud se spor nepodaří vyřešit smírně, je kterákoli ze Stran oprávněna předložit spor k rozhodnutí obecnému věcně příslušnému soudu České republiky, místně příslušnému dle sídla Dodavatele.

18. Ostatní a závěrečná ujednání

- 18.1. Strany prohlašují a stvrzují, že se žádná z nich necítí být a nepovažuje se za slabší Stranu v porovnání s druhou Stranou a že obě Strany měly možnost seznámit se s textem a obsahem Kupní smlouvy a těchto OP, jejich obsahu rozumí, chtějí jím být vázány a smluvní ujednání společně dostatečně projednali. Smluvní strany dále prohlašují, že Kupní smlouva byla sepsána dle jejich pravé a svobodné vůle a ne v tísní či za nápadně nevýhodných podmínek.
- 18.2. Strany se výslovně dohodly na vzdávající se jakéhokoli práva na zrušení Kupní smlouvy a navrácení do původního stavu v případě, že by byla vzájemná plnění dle Kupní smlouvy v hrubém nepoměru a výslovně vylučují aplikaci ustanovení § 1788, §1793 – 1795, § 1798-1800, §2050, § 2108 OZ.
- 18.3. Odběratel není oprávněn postoupit své pohledávky vyplývající z Kupní smlouvy na jakoukoliv třetí osobu a není oprávněn započíst jakékoli své pohledávky vůči pohledávkám Dodavatele.
- 18.4. Dodavatel je oprávněn postoupit své pohledávky vyplývající z Kupní smlouvy na jakoukoli třetí osobu, zavazuje se však v takovém případě o této skutečnosti Odběratele informovat.
- 18.5. Dodavatel a Odběratel se zavazují poskytovat si vzájemně veškerou potřebnou součinnost, a to zejména při provádění kontrol ze strany finanční nebo celní správy v souvislosti s obchody realizovanými mezi nimi.
- 18.6. Pokud je Odběratel z jiného členského státu Evropské unie a fakturace se provádí s nulovou sazbou DPH z důvodu prodeje Zboží do jiného členského státu, zavazuje se Odběratel k tomu, že splní všechny požadované podmínky pro provedení platné transakce v rámci Společenství, zejména pro účely obchodu poskytne Dodavateli své platné daňové identifikační číslo („DIČ“) a rovněž doloží Dodavateli dokumenty prokazující prodej Zboží do jiného členského státu EU, (řádně vyplněné a potvrzené přepravní dokumenty zejména CMR list, Dodací list včetně řádně vyplněného a potvrzeného prohlášení o dodání Zboží do jiného členského státu pro účely kontroly ze strany českých úřadů.
- 18.7. Pokud z jakéhokoliv důvodu nebude možné provést fakturaci s nulovou DPH, bude faktura vystavena s DPH ve výši uplatňované v České republice a Odběratel je povinen uhradit Kupní cenu včetně takto stanoveného DPH.
- 18.8. Veškeré dokumenty musí být vzájemně potvrzeny oběma Stranami, zejména Objednávky nebo Kupní smlouvy, Dodací listy, přepravní CMR listy, včetně písmeného prohlášení Odběratele o převzetí Zboží.
- 18.9. Tyto obchodní podmínky jsou v originálním znění vyhotoveny v českém jazyce a volně přeloženy do jazyka anglického, německého, francouzského a italského. V případě rozporů mezi jazykovými verzemi má vždy přednost originální české znění.

- 18.10. Kupní smlouva včetně těchto OP může být změněna nebo zrušena pouze v písemné formě. Dodavatel je oprávněn tyto OP kdykoli změnit, přičemž Odběratel může do 14 dní ode dne, kdy mu byla tato změna oznámena projevit s novým zněním OP nesouhlas. Neučiní-li tak, je nové znění OP závazné pro Odběratele uplynutím této lhůty. V případě, že Odběratel písemně nové znění OP ve výše uvedené lhůtě odmítne, zůstávají v platnosti OP v tomto znění.
- 18.11. Stane-li se nebo bude-li některé ustanovení Kupní smlouvy včetně těchto OP shledáno nevymahatelným, neplatným, neúčinným nebo zdánlivým, nedotýká se taková nevymahatelnost, neplatnost, neúčinnost či zdánlivost zbytku Kupní smlouvy včetně zbytků těchto OP. Strany se zavazují ve lhůtě 14 dnů po doručení výzvy druhé Strany nahradit takové ustanovení nahradit ustanovením platným, vymahatelným a účinným se stejným nebo obdobným právním smyslem, případně uzavřít Kupní smlouvu a OP znovu. Účinnost Kupní smlouvy a těchto OP v rozsahu platných a vymahatelných ustanovení tímto není dotčena.

V Praze dne 27.01. 2026